



ALTERNATIVE Police Nationale

47-49 avenue Simon BOLIVAR 75019 PARIS

☎ : 01.80.49.66.87 - ✉ : [secretariat@alternativepn.fr](mailto:secretariat@alternativepn.fr)

[www.alternativepn.fr](http://www.alternativepn.fr)

Paris, le 26 mars 2024

# Communiqué

## de presse

### Rapport 2023 de la Défenseure des Droits Un programme politique ?

Un mois après l'enquête orientée à charge contre les policiers, commandée et soutenue par Claire HEDON, Défenseure des Droits, **ALTERNATIVE Police est une nouvelle fois atterré du contenu du rapport 2023 que cette institution vient de publier et dont il vient de prendre connaissance.**

**ALTERNATIVE Police dénonce une charge supplémentaire contre les forces de sécurité, en général, et la police nationale, en particulier.**

**ALTERNATIVE Police relève une orientation particulièrement idéologique et dogmatique qui ressemble plus à un programme d'un parti politique, bien connu pour ses prises de positions contre la police, qu'à une analyse, un avis et des propositions objectives et impartiales !**

**ALTERNATIVE Police dénonce fermement l'argument fallacieux du rapport police-population pour dénigrer et remettre en cause systématiquement l'action des policiers en matière de maintien de l'ordre, de contrôles d'identité, de respect à la déontologie, des discriminations dont le racisme ou encore de lutte contre l'immigration irrégulière !**

**ALTERNATIVE Police rappelle que la grande majorité des Français soutient sa police et que les différentes enquêtes successives depuis des décennies sur le lien police-population le démontrent !**

**ALTERNATIVE Police réitère donc, à la Défenseure des Droits, sa proposition d'être un peu plus souvent sur le terrain aux côtés des policiers pour vivre avec eux la réalité de la violence à laquelle ils sont confrontés sur les sujets qu'elle défend vertement dans son rapport.**

Ainsi, **sur le maintien de l'ordre**, et contrairement à ce qui est affirmé dans le document de près de 100 pages, **les policiers assurent la protection des manifestants, leur droit à manifester et leur liberté d'expression tout en garantissant l'ordre public** face à des casseurs, des blacks-blocs, mais aussi certains militants syndicaux radicaux d'extrême gauche, présents uniquement pour en découdre avec les forces de l'ordre.

**À propos des contrôles d'identité, les arguments portent encore et toujours sur les seules données connues, manipulées et orientées, édictées dans les rapports d'associations anti-flics de 2017-2018**, comme Human Rights Watch ou Amnesty International. Ces données sont issues d'enquêtes réalisées à la gare du Nord où transite une majorité de la population en provenance de la Seine-Saint-Denis dite des « minorités visibles », mais également dans les quartiers de Barbès et de la Goutte d'Or qui concentre une forte population d'origine étrangère.

Cette surreprésentation, par rapport à la population en général, entraîne donc proportionnellement une part plus importante des contrôles de ces personnes dans des environnements connus pour générer des trafics de stupéfiants, de cigarettes, des vols à l'arraché et des agressions pour lesquels les signalements à l'issue de plaintes orientent l'action de la police sur des contrôles prévus par l'article 78-2 du code de procédure pénale !

**ALTERNATIVE Police met en garde la Défenseure des Droits sur son discours lancinant à vouloir « fliquer les flics » qui, s'il devait aboutir, devra s'accompagner par la mise en place de fichiers ethniques pour éviter de continuer à faire croire à l'existence d'un racisme systémique dans la police nationale qui relève plus du fantasme d'associations et d'élus situés à l'extrême gauche de l'échiquier politique qu'à la réalité !**

**Sur l'augmentation des signalements quant au non-respect des règles déontologiques, ALTERNATIVE Police affirme qu'elle ne tient pas tant sur la hausse de faits, mais plus sur la facilité qui est désormais donnée de pouvoir faire des signalements. Pour autant, la réalité est là aussi sans appel ! La très grande majorité des signalements a été démontrée comme non fondée dont le seul but est de nuire, une nouvelle fois, à l'image des policiers et de l'institution.**

Compte tenu de l'argumentation de la Défenseure des Droits sur une supposée fracture de la relation entre la police et la population, **ALTERNATIVE Police lui suggère de faire participer la population à sa propre sécurité, en proposant la généralisation sur tout le territoire de bornes d'appel d'urgence des forces de sécurité.** C'est déjà le cas dans les communes telles que Clichy-la-Garenne (92), Puteaux (92), Libourne (33), Cannes (06), Saint-Cyprien (66), Nice (06) ou encore Fréjus (83) qui regroupent l'ensemble des sensibilités politiques en France.

**ALTERNATIVE Police rappelle que chaque citoyen est soumis à l'article 223-6 du Code pénal quant à son obligation de porter assistance à une personne en danger sans mettre en péril sa propre vie. Alerter la police dans les meilleurs délais en fait partie et doit donc être un devoir citoyen !**

**Enfin, ALTERNATIVE Police rappelle que la police nationale française est la police la plus contrôlée en Europe voire au monde : la hiérarchie, l'Inspection Générale de la Police Nationale (IGPN), l'Inspection Générale de l'Administration (IGA), la Justice (parquet), les élus, la défenseure des droits, la commission nationale de la déontologie et de la sécurité et le contrôle parlementaire.**

**Il convient aussi de remettre en perspective le nombre d'interventions de police par an par rapport au nombre de policiers mis en cause. Ainsi, ce sont près de 4 millions d'interventions par an pour 0,06% de policiers sanctionnés !**